

PRAYERS

Pursuant to Standing Order 43, on motion of Mr. Knowles, seconded by Mr. Rose, it was resolved,—That this House calls on the government to drop the secrecy and make public the Lazar Report forthwith and to indicate when it proposes to take action thereon.

Pursuant to Standing Order 43, on motion of Mr. Ittinuar, seconded by Mr. Rodriguez, it was ordered,—That the report of the Northern Mineral Advisory Committee be referred to the Standing Committee on Indian Affairs and Northern Development, and that the Committee seek representation from all groups involved in or affected by mining in the North.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra), from the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs, presented the First Report of the Committee which is as follows:

Your Committee met on Tuesday, October 23, 1979, and agreed to express its dismay that none of the Ministers or officials of the departments and agencies whose estimates were referred to this Committee were able to appear before the Committee at 8:00 o'clock p.m., Tuesday, October 23 and recommends that the House formally remind all Ministers and their officials that they are primarily servants of Parliament and owe Parliament and its Committees their priority attention in view especially of the commitment of the new Government to give a greater role to Parliament and its Committees.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issue No. 1*) is tabled.

(The Minutes of Proceedings and Evidence accompanying the Report are recorded as Appendix No. 1 to the Journals).

Mr. Baker (Nepean—Carleton), seconded by Mr. Fraser, by leave of the House, introduced Bill C-15, An Act to extend the present laws of Canada that provide access to information under the control of the Government of Canada and to amend the Canada Evidence Act, the Federal Court Act and the Statutory Instruments Act, which was read the first time and ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

The text of the Message and Recommendation of the Governor General pursuant to Standing Order 62(2) in relation to the foregoing Bill is as follows:

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to extend the present laws of Canada that provide access to information under the control of the Government of Canada and to amend the Canada Evidence Act, the Federal Court Act and the Statutory Instruments Act".

PRIÈRE

En conformité des dispositions de l'article 43 du Règlement, sur motion de M. Knowles, appuyé par M. Rose, il est résolu,—Que la Chambre invite ardemment le gouvernement à lever le voile du silence, à rendre le rapport Lazar public et à préciser quand il se propose d'y donner suite.

En conformité des dispositions de l'article 43 du Règlement, sur motion de M. Ittinuar, appuyé par M. Rodriguez, il est ordonné,—Que le rapport du Comité consultatif sur l'exploitation minière dans le Nord soit renvoyé au Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien et que le Comité recueille les témoignages de tous les groupes intéressés ou visés par l'exploration minière dans le Nord.

M. Clarke (Vancouver Quadra), du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, présente le premier rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Votre Comité s'est réuni le mardi 23 octobre 1979 et a décidé de faire part de sa consternation du fait qu'aucun ministre ni haut fonctionnaire des ministères et organismes dont le Budget des dépenses avait été renvoyé au Comité n'ont pu comparaître à la séance du mardi 23 octobre à 20 heures. Le Comité recommande à la Chambre de rappeler formellement, tant aux ministres qu'à leurs fonctionnaires, qu'ils sont avant tout au service du Parlement auquel ils doivent accorder, tout comme à ses comités, une attention toute prioritaire, surtout au moment où le nouveau gouvernement s'est engagé à confier au Parlement et à ses comités un rôle plus important qu'autrefois.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicule n° 1*) est déposé.

(Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 1 aux Journaux).

M. Baker (Nepean—Carleton), appuyé par M. Fraser, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-15, Loi visant à compléter la législation canadienne en matière d'accès à l'information détenue par l'administration fédérale et modifiant la Loi sur la preuve au Canada, la Loi sur la Cour fédérale et la Loi sur les textes réglementaires, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général, imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité, se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi visant à compléter la législation canadienne en matière d'accès à l'information détenue par l'administration fédérale et modifiant la Loi sur la preuve au Canada, la Loi sur la Cour fédérale et la Loi sur les textes réglementaires».